

MERCREDI 20 MAI 2015

En route vers le dernier crash économique.

- = La fin de l'Histoire ? (Noam Chomsky) p.1
- = Interview de François Roddier pour Adrastia (Paul Chefourka) p.5
- = Economie, croissance... L'effondrement promis expliqué à tous p.10
- = La main invisible d'Adam Smith n'assurera pas la survie de l'espèce (Paul Jorion) p.17
- = La dernière vague des matières premières (Jean-Marc Vittori) p.19

- = Une fuite au FMI révèle que le Fond envisage un défaut de la Grèce le 5 juin p.20
- = Les taux d'intérêt grimpent un peu partout p.21
- = Avertissement: zone d'ombre sur les Bourses p.23
- = Chine : forte baisse de la consommation de charbon... (Patrick Reymond) p.24
- = LES LIMITES DE LA STRATÉGIE DE TENSION (François Leclerc) p.25
- = 'Le gouvernement grec pourrait appliquer la recette chypriote et confisquer l'argent sur les comptes des déposants' (Audrey Duperron) p.27
- = Naissance officielle de La Bulle (Bruno Bertez) p.29
- = L'argent liquide bientôt taxé ? p.34
- = VIDÉO Écorama avec Charles Sannat p.36
- = Le décalage entre les marchés et la réalité économique devient préoccupant p.37
- = Nouveau mauvais signe pour la consommation aux USA p.40
- = « Création de richesse »... p.40
- = Lendemain difficiles en vue : l'Arabie saoudite brûle ses réserves de change à vitesse grand V p.44
- = Chute du pétrole: 100 000 emplois menacés au Canada p.46



La fin de l'Histoire ?

Noam CHOMSKY 26 février 2015 <http://www.legrandsoir.info/>

L'ère de la civilisation humaine, aussi courte et étrange fût-elle, semblerait tirer sa révérence.



Il n'est pas agréable de sonder les pensées qui doivent passer par l'esprit de la chouette de Minerve au crépuscule alors qu'elle entreprend la tâche d'interpréter l'ère de la civilisation humaine, qui peut-être maintenant se rapproche d'une fin déshonorante.

Cette ère a débuté il y a presque 10.000 ans dans le Croissant Fertile, qui s'étend des terres du Tigre et de l'Euphrate, traverse la Phénicie sur la côte orientale de la Méditerranée jusqu'à la Vallée

du Nil, et puis vers la Grèce et au-delà.

Ce qui se produit dans cette région est riche en enseignements douloureux sur les bas-fonds dans lesquels l'espèce humaine peut plonger.

La fin probable de l'ère de la civilisation est annoncée dans un nouveau projet de rapport par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), l'évaluateur généralement prudent de ce qui arrive au monde physique.

Les terres qui bordent le Tigre et l'Euphrate ont été la scène d'horreurs indescriptibles ces dernières années. L'agression de George W. Bush et de Tony Blair en 2003, ce que beaucoup d'Irakiens ont comparé aux invasions des Mongoles du XIII^e siècle, fut un nouveau coup meurtrier. L'invasion détruisit beaucoup de ce qui avait survécu aux sanctions infligées par les Nations Unies à l'encontre de l'Irak – sanctions impulsées par Bill Clinton, et condamnées comme « génocidaires » par les mêmes distingués diplomates Denis Halliday et Hans von Sponeck qui les avaient administrées avant leurs démissions protestataires. Les rapports ravageurs de Halliday et von Sponeck ont subi le traitement habituellement accordé aux faits indésirables.

Une des conséquences terribles de l'invasion des Etats-Unis et du Royaume-Uni est dépeinte dans le « guide visuel de la crise en Irak et en Syrie » du *New York Times* comme un changement radical à Bagdad. Les quartiers mixtes de 2003 sont aujourd'hui devenus des enclaves sectaires piégées dans l'amertume et la haine. Les conflits qui ont fait irruption suite à l'invasion se sont répandus au-delà de l'Irak et c'est désormais la région toute entière qui se déchire en lambeaux.

Une grande partie de la région du Tigre et de l'Euphrate est entre les mains d'ISIS et son Etat islamique autoproclamé, une caricature sinistre de la forme extrémiste de l'Islam radical domicilié en Arabie Saoudite. Patrick Cockburn, un correspondant au Moyen-Orient pour *The Independent* et qui est un des analystes les mieux informés d'ISIS, la décrit comme « une organisation très effrayante et fasciste à bien des égards, très sectaire, qui tue quiconque ne croit pas en leur version particulièrement rigoureuse de l'Islam. »

Cockburn précise également la contradiction dans la réaction occidentale à l'émergence d'ISIS : les efforts d'arrêter son avance en Irak associé à d'autres efforts pour miner l'adversaire principal du groupe en Syrie, le

régime brutal de Bashar el Assad. En attendant, une barrière importante à la diffusion de la peste d'ISIS vers le Liban est le Hezbollah, un ennemi détesté par les États-Unis ainsi que par son allié israélien. Et, pour compliquer davantage la situation, les États-Unis et l'Iran partagent désormais une inquiétude justifiée concernant la montée de l'Etat islamique, une inquiétude partagée par d'autres dans cette région si riche en conflits.

L'Égypte a sombré dans un de ses jours les plus noirs sous une dictature militaire qui bénéficie toujours de l'appui des États-Unis. Le destin de l'Égypte n'a pas été écrit dans les étoiles. Depuis des siècles, des voies alternatives ont été faisables et réalisables, et, souvent, une main de fer impériale a fait barrage.

Depuis les horreurs renouvelées de ces dernières semaines il devrait être inutile de commenter ce qui émane de Jérusalem, autrefois considéré un centre de moralité.

Il y a quatre-vingts ans, Martin Heidegger a fait l'éloge de l'Allemagne des nazis pour avoir fourni les meilleurs espoirs dans la libération de la civilisation glorieuse des Grecs d'antan de l'emprise des barbares de l'Est et de l'Ouest. Aujourd'hui, les banquiers allemands écrasent la Grèce sous un régime économique conçu pour maintenir leur richesse et leur puissance.

La fin probable de l'ère de la civilisation est annoncée dans un nouveau projet de rapport par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), l'évaluateur généralement conservateur de ce qui arrive au monde physique.

La conclusion du rapport est que l'accroissement des émissions de gaz à effet de serre risque de provoquer « des impacts qui seront graves, omniprésents et irréversibles pour les personnes ainsi que les écosystèmes » au cours des prochaines décennies. Le monde approche de la température qui ne permettra pas d'arrêter la fonte de la vaste couche de glace qui recouvre le Groenland. Si l'on ajoute la fonte des glaces de l'antarctique, cela pourrait faire monter les niveaux des mers et provoquer l'inondation de villes importantes aussi bien que des plaines côtières.

L'ère de la civilisation coïncide étroitement avec l'époque géologique de l'holocène qui commença il y a plus de 11 000 ans alors que l'époque précédente – le pléistocène – dura 2,5 millions d'années. Désormais, les

scientifiques estiment qu'il y a environ 250 ans une époque nouvelle a commencé, l'Anthropocène, la période au cours de laquelle l'activité humaine a commencé à influencer de manière spectaculaire sur le monde physique. Il est difficile de ne pas prendre en compte la rapidité de ce changement d'époque géologique.

Un des indices de l'impact humain est l'extinction des espèces, désormais estimé à un taux semblable à celui d'il y a 65 millions d'années lorsque un astéroïde heurta la terre. C'est la cause supposée de la fin de l'ère des dinosaures, ce qui a ouvert la voie à la prolifération de petits mammifères, pour aboutir aux humains d'aujourd'hui. Aujourd'hui, ce sont les humains qui, en jouant le rôle de l'astéroïde, condamnent une bonne partie de la vie à l'extinction.

Dans son rapport le GIEC réaffirme que la « grande majorité » des réserves connues d'énergies fossiles devrait-être conservée sous terre pour prévenir les futures générations de risques intolérables. En attendant, les grandes sociétés du secteur énergétique ne font aucun secret de leur objectif d'exploiter ces réserves et d'en trouver d'autres.

Le jour précédant l'annonce des conclusions du GIEC, le *New York Times* a signalé que les gigantesques réserves de céréales du Mid-West pourrissent afin que les produits du boom pétrolier dans le Dakota du Nord puissent être acheminés par train vers l'Asie et l'Europe.

Une des conséquences les plus redoutées lors du réchauffement climatique de l'Anthropocène est le dégel des zones du permafrost. Une étude publiée dans le magazine *Science* prévient que « même les températures légèrement plus chaudes [en dessous de celles anticipées pour les années à venir] pourraient être à l'origine de la fonte du permafrost, ce qui à son tour menacerait de déclencher le relâchement de quantités considérables de gaz à effet de serre – actuellement emprisonnés dans la glace » – encourageant le risque « de conséquences fatales » pour le climat global.

Arundhati Roy propose que « la métaphore la plus appropriée pour la folie de nos temps » soit le glacier de Siachen, où les soldats indiens et pakistanais se sont entre-tués sur le champ de bataille le plus haut du monde. À présent, le glacier fond en dévoilant des « milliers de projectiles d'artillerie vides, des tambours de carburant vides, des piolets, des vieilles bottes, des tentes et toutes sortes d'autres déchets dont des milliers d'êtres humains en guerre

produisent » lors de conflits absurdes. Et tandis que les glaciers fondent, l'Inde et le Pakistan sont face à un désastre indescriptible.

Triste espèce. Pauvre Chouette.

Paru dans *In These Times*, 4 septembre 2014

VO : Septembre 4, 2014 http://inthesetimes.com/article/17137/the_end_of_history

VF : <http://www.chomsky.fr/> 10 octobre 2014

Traduction : M. Labruyère et B. Ruby

Interview de François Roddier pour Adrastia

Paul Chefurka interview, Adrastia 5 mai 2015



5 mai 2015, interview pour Adrastia de [François Roddier](#), physicien et astronome, notamment reconnu pour avoir développé des techniques qui ont permis d'optimiser les performances des télescopes terrestres.

François Roddier a publié en 2012 [Thermodynamique de l'évolution : Un essai de thermo-bio-sociologie](#), un livre qui fait la synthèse des nouveaux modèles d'évolution élaborés autour de l'hypothèse de « dissipation maximale d'énergie » (Maximum Entropy Production). Selon ces modèles, il serait possible de considérer que toute évolution serait motivée par la nécessité de toujours « consommer » plus d'énergie. Ces modèles, qui semblent bien vérifiés par les données issues de la réalité, font craindre une rupture pour les sociétés humaines, par consommation excessive des ressources et manque d'approvisionnement en énergie (pic pétrolier).

Monsieur Roddier, devant la crise majeure que vos travaux annoncent et craignent, dans quelle mesure pensez-vous que nous pourrions, en décidant de décroître de façon volontaire, renoncer à la société consumériste sans renoncer au développement de la connaissance et de la science ?

Nous le pourrions, mais il faudrait pour cela le vouloir collectivement. Cela implique une prise de conscience très générale des problèmes auxquels l'humanité va être confrontée. C'est bien loin d'être le cas. Les premières prises de conscience notables sont apparues à la fin des années soixante. Elles ont culminé en France vers 1974, lorsque René Dumont a été candidat à la présidence de la République. Il y a eu alors ce qu'en termes de dynamique non-linéaire on appelle une avalanche, mais ce n'a été qu'une toute petite avalanche d'opinion en faveur de l'écologie. L'immense majorité de l'opinion a rejeté ou tout simplement ignoré la conclusion de travaux comme ceux du Club de Rome.

Au début de ce siècle, c'est-à-dire trente ans plus tard, la majorité de l'opinion était encore que, puisqu'aucun effondrement ne s'est produit, rien de grave ne va arriver. Les estimations du Club de Rome prévoient pourtant des difficultés seulement à partir des années 2015 à 2030. Il faut dire que l'homme n'a pas génétiquement ni même culturellement évolué pour se préoccuper de ce qui va arriver au-delà d'une génération, c'est-à-dire une trentaine d'années après lui. Aujourd'hui, une certaine inquiétude revient, due à la persistance des difficultés économiques, mais l'opinion générale est encore bien loin d'un renoncement à la société consumériste, même si cela n'implique pas un renoncement à la connaissance que l'on confond encore trop souvent avec le développement technique.

Vous proposez, en évoquant les monastères et les couvents qui ont été des lieux où la connaissance a trouvé refuge après la chute de Rome, d'utiliser internet pour stocker l'information qui nous permettrait de prolonger au mieux l'existence humaine après une période de rupture. Aurons-nous demain assez de ressources (énergie, matières premières), pour utiliser encore cette connaissance « dématérialisée » ?

Une structure dissipative dissipe d'autant plus d'énergie qu'elle stocke plus d'information, mais au-delà d'un certain seuil, elle dissipe trop d'énergie et

s'effondre. Une partie de l'information peut se perdre, mais celle-ci est très redondante et ce qui reste forme les graines à partir desquelles le processus reprend.

On a tendance à considérer exclusivement l'énergie. En physique, l'énergie est un invariant. Un être vivant ne crée donc pas d'énergie. Ce qu'il crée, c'est de l'énergie dite libre, c'est-à-dire convertible en énergie mécanique et c'est l'information qu'il mémorise dans ses gènes ou dans son cerveau qui lui permet de libérer cette énergie.

De même, un organisme vivant est parfaitement capable de trouver dans sa nourriture tous les éléments dont il a besoin, y compris les plus rares appelés oligo-éléments. Là encore, il les trouve grâce à l'information stockée dans ses gènes. Dans le cas d'une société, l'information nécessaire est de nature culturelle. L'homme ne manquera pas d'information culturelle pour reconstruire la société.

Vous décrivez l'acquisition et le partage de l'information (par les gènes et les mèmes) comme des catalyseurs de la dissipation de l'énergie. Pensez-vous que cette « catalyse » s'applique aussi aux informations qui concernent la protection de l'environnement, ce qui leur permettrait éventuellement de devenir compétitives et peut-être de changer vraiment nos comportements, selon une régulation choisie ? Pensez-vous en particulier que l'acquisition et le partage de l'information et de la culture pourraient permettre aux sociétés humaines de mieux coopérer pour tendre vers un monde plus apaisé ou les conflits vous semblent-ils inévitables ?

Aucune espèce animale ne protège son environnement. Les prédateurs épuisent leurs proies jusqu'à mettre en danger leur propre espèce. Les populations de proies peuvent alors se reconstituer créant les oscillations proies/prédateurs étudiées par Lotka et Volterra. L'homme apparaît comme pouvant faire exception. L'exemple des Koguis, cité à la fin de mon livre, montre que l'homme est éventuellement capable de protéger son environnement lorsqu'il sait pertinemment que celui-ci lui est défavorable et risque de devenir un problème pour sa survie. Il le fait à condition qu'il soit parfaitement conscient de la précarité de sa situation.

La plupart du temps, il ne l'est pas. Il l'est d'autant moins qu'il s'agit de problèmes à long terme. Comme je l'ai déjà dit, l'homme privilégie toujours le court terme sur le long terme. Il a beaucoup de mal à imaginer ce qui peut se passer au-delà d'une génération après lui. Il ne se sent pas concerné. Il a beaucoup de mal à accepter l'idée de devoir sacrifier des bénéfices pour lui à court terme en échange d'hypothétiques bénéfices à long terme pour ses descendants. Cela entraîne qu'il surexploite automatiquement les ressources présentes aux dépens des ressources futures, d'où les oscillations de la société, caractéristiques des systèmes auto-organisés autour d'un point critique.

La prise de conscience de ces phénomènes est en train d'évoluer. La quantité d'information mémorisée par les sociétés humaines ne cesse d'augmenter. Les progrès récents de l'archéologie montrent clairement ces oscillations tout au long de l'histoire de l'humanité. Cette dernière abonde maintenant en exemples d'effondrements de civilisations passées. Les progrès dans l'étude des systèmes complexes et de son application en biologie permettent de mieux comprendre ces processus. À long terme, l'acquisition et le partage de cette information permettra certainement aux sociétés humaines de mieux coopérer.

Bien que cette information ne cesse de s'étendre, elle reste malheureusement limitée au monde dit académique. Bien plus, pour éviter un effondrement il faudrait divertir une fraction croissante de l'énergie avec laquelle nous maintenons notre confort actuel pour l'investir dans le développement de techniques moins dépendantes des énergies fossiles. Très peu de gens sont prêts aujourd'hui à accepter ce sacrifice.

Vous rappelez qu'en contexte de crise, ce sont les petites structures qui s'adaptent le mieux (sélection r/K). En contexte de crise globale et systémique, le risque n'est-il pas que ces petites structures soient d'autres espèces que l'espèce humaine (espèces capables de s'alimenter malgré le réchauffement, bactéries ou même pathogènes), et que les tentatives de mise en place de petites communautés par l'humanité elle-même soient vaines, et peut-être contre-productives ?

Si, bien qu'encore non rigoureusement démontré, on admet le principe de production maximale d'entropie, alors ce risque est nul. L'énergie dissipée par l'ensemble des autres espèces animales ou végétales est négligeable vis à

vis de l'énergie actuellement dissipée de façon exosomatique par l'ensemble de l'espèce humaine.

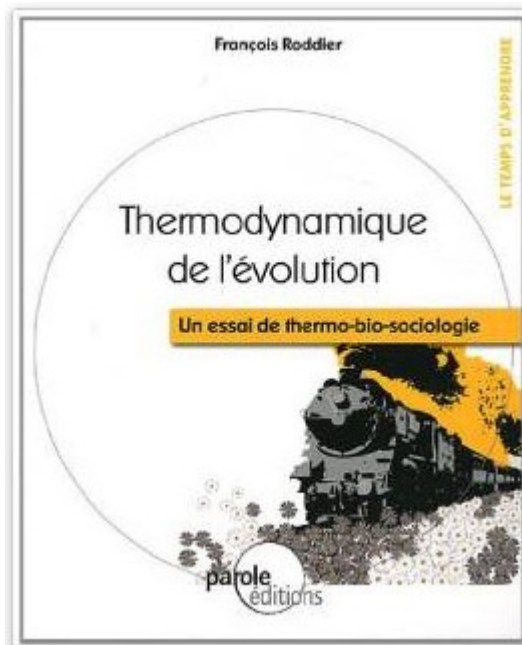
On peut se poser la question de l'ampleur de l'effondrement auquel notre civilisation va devoir faire face. Une estimation qui me paraît raisonnable est une ampleur comparable à celle de l'empire romain. La plus grande crainte aujourd'hui est celle du réchauffement climatique. L'ampleur du désastre pourrait alors devenir comparable à celle de la révolution néolithique.

L'homme a non seulement survécu, mais il a proliféré grâce à l'agriculture et à l'élevage. On peut s'attendre à une évolution de même nature.

Il ne faut pas oublier que l'évolution s'accélère, de sorte que la restructuration de la société sera beaucoup plus rapide qu'on ne l'imagine. De fait on peut voir déjà le processus à l'œuvre aujourd'hui dans ce qu'on appelle les villes en transition. Ce phénomène encore mal connu se répand à toute vitesse, principalement dans les pays de culture anglo-saxonne.

Enfin, même si nous savons qu'il est difficile de prédire l'avenir, pensez-vous que l'effondrement de nos sociétés se fasse sur une courte période nous condamnant à subir les événements, ou celui-ci s'étalera-t-il sur un temps suffisant pour que nous en ayons quelque maîtrise ?

L'empire romain a mis plusieurs siècles avant de s'effondrer et il a fallu attendre Charlemagne pour observer un premier et très court réveil de l'économie. Aujourd'hui les choses vont beaucoup plus vite. Toutefois, un phénomène comme le réchauffement climatique ne se produit pas du jour au lendemain. En ce qui concerne l'homme, le temps caractéristique d'évolution est au minimum celui d'une génération humaine soit 30 ans. Dans mon blog (article [Les quatre saisons de l'économie](#)), je donne des arguments en faveur de cycles économiques de 4 fois trente ans soit 120 ans. Cela donne le temps à l'humanité de prendre conscience de ce qui se passe.

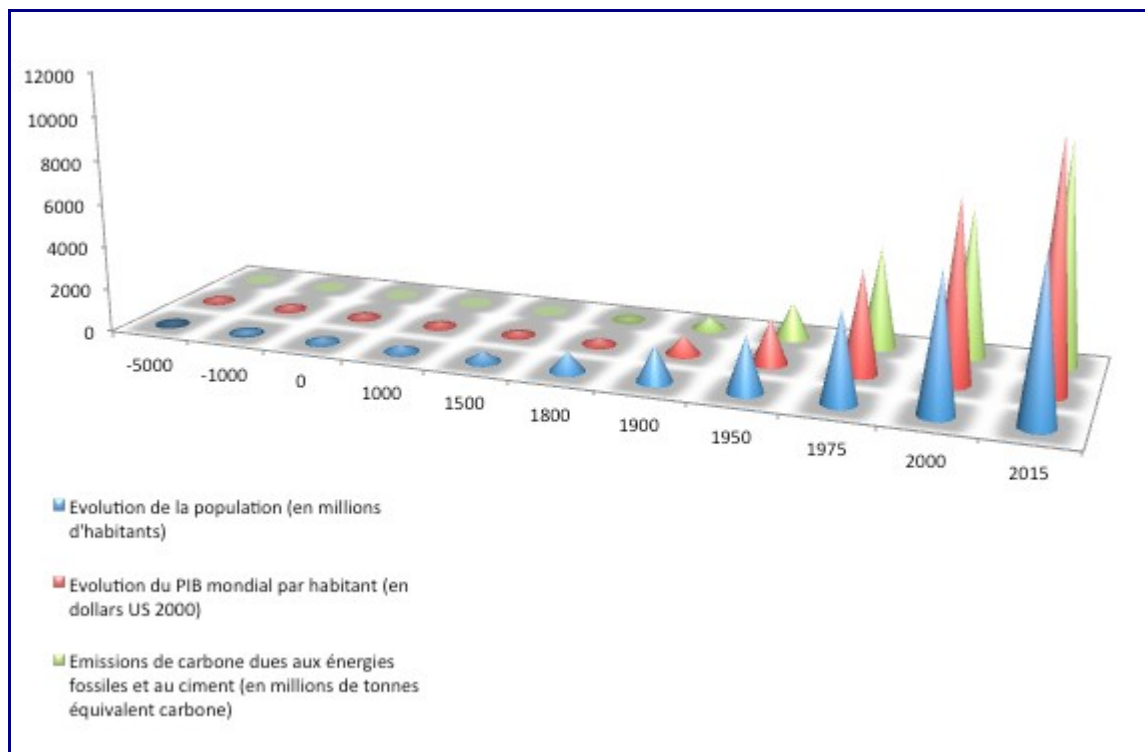


François Roddier : Thermodynamique de l'évolution

Economie, croissance... L'effondrement promis expliqué à tous

Dr Pétrole et Mr Carbone Blog de SortirDuPétrole.com Publié le 15 mai 2015

Poursuivant la pensée de l'économiste Ernst Friedrich Schumacher, l'expert américain **John Michael Greer** distingue trois types d'économies: l'économie primaire qui rassemble les biens et services produits par la nature, l'économie secondaire qui fait appel au travail humain, et l'économie tertiaire, celle de la finance. Avec cette approche accessible à tous, il démontre la myopie de la plupart des économistes et décideurs dominants, et la mort qu'ils promettent aux sociétés industrialisées.



Les arbres peuvent-ils pousser jusqu'au ciel ? Doc. vr

Quand on pense connaître une réalité mais que l'on n'a pas pris en compte tout le cadre de cette réalité, on a les plus sérieuses chances de se tromper, même si c'est de bonne foi. C'est vrai pour le juge qui veut comprendre une affaire, pour le policier qui mène une enquête, pour le journaliste qui relate un fait, pour l'historien qui explique le passé ou encore pour l'économiste, l'homme politique ou le décideur qui veut résoudre une crise, le chômage...

Comme cela fait plus d'une trentaine d'années que les taux de croissance par tête ont tendance à régresser en Europe, que l'endettement croît, que le chômage et le travail précaire se sont installés et massifiés, sans que ni les décisions politiques, ni les mesures économiques, ni les calculs hautement complexes, n'aient vraiment pu inverser la situation, force serait de reconnaître qu'il est peut-être grand temps et souhaitable de regarder de près les cadres dans lesquels la science économique dominante évolue. Ce serait d'autant plus intéressant que des voix d'experts s'élèvent désormais, même si les porte-voix font défaut, pour évoquer les liens intimes entre l'énergie (notamment le pétrole, donc les émissions de CO2) et la croissance, et plus généralement pour souligner la dépendance de notre économie aux ressources naturelles.

“La production annuelle de l'environnement naturel de chaque pays est

le fonds qui lui fournit au départ les nécessités et les commodités de la vie”

Ca tombe bien: un économiste contemporain de Keynes, Ernst Friedrich Schumacher, a conçu il y a déjà plusieurs dizaines d'années un cadre à la fois simple, efficace, et qui permet une compréhension globale du système économique, par tous. La pertinence d'Ernst Schumacher c'est de distinguer de manière très nette les biens primaires et les biens secondaires (1). Les biens primaires regroupent tout ce qui est nécessaire à la vie et à l'activité humaine mais qui est “fabriqué” par la nature: eau, atmosphère, soleil, vent, bois, pétrole, minerais, etc. Parmi ces biens, l'économiste insiste sur l'importance de l'énergie par rapport aux autres ressources naturelles puisque c'est elle qui donne accès à tout le reste.

Selon Ernst Friedrich Schumacher, les biens primaires sont la condition sine qua non des biens secondaires qui concernent pour leur part les biens et services produits par le travail humain (parce qu'ils ne peuvent pas être produits par la nature) et qui sont échangés par les hommes. Cet économiste comble donc d'emblée une lacune de la science économique dominante qui s'occupe uniquement des biens secondaires, faisant faussement croire que les biens primaires ne sont pas un problème, ou qu'ils sont infinis.

Ainsi, en posant comme hypothèse de base, en introduction de son ouvrage « La Richesse des nations », que “le travail annuel d'une nation est le fonds primitif qui fournit à sa consommation annuelle toutes les choses nécessaires et commodes à la vie”, Adam Smith, le père des sciences économiques modernes, se serait bel et bien trompé, mais sans jamais être remis en cause par ses ouailles. Aurait du être écrit: “La production annuelle de l'environnement naturel d'une nation est le fonds primitif qui lui fournit toutes les choses nécessaires et commodes à la vie”.

« Les cycles naturels qui produisent ce dont ont besoin les êtres humains constituent l'économie primaire alors que la production humaine est l'économie secondaire »

De fait, une telle approche implique, et donc confirme que c'est bien la quantité d'énergie par tête qui va déterminer l'activité économique, et par conséquent la croissance (par tête). Pas la peine donc de compter sur une croissance de la “croissance économique” dans un monde où les réserves énergétiques vont de plus en plus se contracter, même si d'autres formes de

développement peuvent bien sûr encore se poursuivre: développement social, culturel, intellectuel...

Ernst Friedrich Schumacher a planté les bases de sa pensée dans son ouvrage « Small is beautiful » dont la version française est parue en 1978 (2), sans aucune réédition depuis. Malheureusement, comme [Donella et Dennis Meadows](#), cet économiste est tombé dans l'oubli avec la vague néolibérale des années 1980. Appel aux éditeurs donc: une réédition serait d'autant plus pertinente que Schumacher, ayant aidé à la reconstruction économique de l'Allemagne de l'Ouest, également conseiller économique auprès de l'Inde, de la Birmanie ainsi que de la Zambie, est en plus à l'origine du concept de "technologie intermédiaire", une approche du développement basée sur l'adéquation entre technologie et ressources disponibles, et qui fait écho à la notion de « [low tech](#) », capitale dans une perspective post-carbone.

Reprenant Schumacher, l'expert américain John Michael Greer parle d'économie primaire et d'économie secondaire. "Les cycles naturels qui produisent ce dont ont besoin les êtres humains constituent l'économie primaire alors que la production humaine est l'économie secondaire. Le fait de reconnaître que la nature est une économie et non simplement une source de matières premières et un dépotoir pour les "externalités", aide à comprendre pourquoi le remplacement d'une ressource naturelle épuisée entraîne des coûts de substitution: il faut alors embaucher et payer des humains pour remplacer une partie du travail effectué sans frais par la nature auparavant", souligne-t-il dans son ouvrage La Fin de l'abondance (3).

Avec l'irruption des limites géologiques dans la production des énergies fossiles, le coût d'extraction, mesuré en énergie, travail et matériaux, ne dépend pas des forces du marché. Il augmente sans arrêt, au détriment de chaque activité productive de l'économie.

Mieux encore, "il est possible de faire le même genre de distinction entre, d'une part, les économies primaire et secondaire et, d'autre part, une troisième catégorie de biens qui ne sont produits ni par la nature, ni par la main d'œuvre humaine: les biens tertiaires ou plus précisément les biens financiers", qui représentent "la plus grosse catégorie de biens en termes monétaires dans le monde contemporain".

Le problème, c'est que ces trois économies produisent des richesses de types différents qui ne sont pas interchangeables, explique John Michael Greer:

“l'économie primaire est essentielle à la survie, l'économie secondaire est la source de toute richesse véritable en sus de ce qui est produit par la nature et l'économie tertiaire est simplement une façon de mesurer la richesse et de gérer sa distribution”. Surtout, à la différence des deux premières économies qui sont limitées par des boucles de rétroaction négatives (capacités naturelles d'un côté, intrants naturels, capital et main d'œuvre de l'autre), l'économie tertiaire, qui n'arrête de croître qu'avec la demande, possède des boucles de rétroaction positives, d'où la multiplication des bulles spéculatives. En bourse, “la richesse sur papier surgit de nulle part pendant la hausse et y retourne pendant la baisse”, image John Michael Greer pour qui “la mère de toutes les bulles spéculatives” est la bulle de l'industrialisation.

“Sous la surface iridescente de la bulle de l'industrialisation se cache la dure réalité de la dépendance de l'économie tertiaire envers la capacité productive de l'économie secondaire, qui à son tour dépend des ressources de l'économie primaire”, affirme-t-il, poursuivant: “L'irruption des limites géologiques dans la production des énergies fossiles est un boulet pour l'économie secondaire car le coût d'extraction, mesuré en énergie, travail et matériaux plutôt qu'en argent, ne dépend pas des forces du marché. En gros, ce coût augmente sans arrêt puisque les réserves facilement accessibles s'épuisent et doivent être remplacés par d'autres, plus difficiles et donc plus coûteuses à extraire”. Et cette augmentation du coût de l'énergie mesuré en travail, en matériaux et en énergie, se fait “au détriment de chaque activité productive de l'économie”. En revanche, le processus par lequel l'argent produit par lui-même plus d'argent ne consomme presque pas d'énergie: les investisseurs financiers subissent donc moins l'impact d'une hausse du coût de l'énergie.

“L'arc ascendant de la volatilité économique depuis une dizaine d'années marque le moment où l'économie primaire ne peut plus soutenir le niveau de vie auquel s'attendent la plupart des gens dans les pays industrialisés”

Moralité: “Au moment même où l'économie requiert urgemment un réinvestissement massif dans sa capacité productive afin de la préparer au virage vers un monde très différent caractérisé par la contraction énergétique, l'argent des investisseurs à la recherche de rendements élevés délaisse l'économie secondaire en faveur de papiers financiers.” Et quand une bulle

éclate, la solution est de créer de la dette, d'inonder les marchés avec du crédit facile pour faire repartir la machine. “Ces temps-ci, l'ensemble du monde industrialisé se noie dans des dettes excessives. Quand celles-ci causeront une autre bulle et un autre éclatement, ce qui est inévitable, la solution sera sans doute d'emprunter à nouveau pour créer de la richesse dans l'économie tertiaire”, pronostique John Michael Greer.

Pendant ce temps, l'économie primaire de la Nature, la “base de tout l'édifice”, est “ignorée par la plupart des économistes contemporains et essentiellement absente de la politique économique des pays industrialisés. Le préjugé qui imprègne presque toute la pensée moderne veut que les contributions économiques de l'économie primaire seront toujours là, pourvu que les économies secondaires et tertiaires fonctionnent correctement”. Or, pour John Michael Greer, “l'arc ascendant de la volatilité économique depuis une dizaine d'années marque le moment où l'économie primaire ne peut plus soutenir le niveau de vie auquel s'attendent la plupart des gens dans les pays industrialisés” (...) “Les signes que nous avons dépassé les capacités de l'économie primaire sont partout. Le pic mondial de la production de pétrole conventionnel en 2005 n'est qu'un exemple”, dit-il. Terre arable, stocks de poissons, capacité d'absorption de la pollution par les rivières et les milieux humides, capacité d'absorption de CO2 par les océans et les écosystèmes terrestres, respirabilité de l'air, gisements de minéraux... “Songez à n'importe quel bien ou service fourni par la nature (...): chacun d'eux a été utilisé, surutilisé et malmené par les sociétés industrielles sans considérer le coût de leur remplacement par autre chose”, dans les cas (optimistes) où cela serait possible.

Aujourd'hui, ce qui frappe l'économie secondaire, ce sont “les coûts ignorés du dépassement des limites écologiques”

Pour l'expert, il est maintenant trop tard pour “une transition harmonieuse vers un avenir viable”. On devra passer par un effondrement. Selon lui, c'est à la suite des années 70, des chocs pétroliers et de leurs crises consécutives qu'il aurait fallu agir pour qu'il en soit autrement. En effet, les difficultés “avaient provoqué une baisse marquée de la consommation d'énergie dans les pays industrialisés. Elles avaient en même temps stimulé l'exploration pétrolière et entraîné le développement d'importants champs pétroliers en mer du Nord et sur le versant nord de l'Alaska”, écrit John Michael Greer.

“Une politique énergétique sage aurait consisté à traiter ces découvertes comme des réserves vitales à n'utiliser qu'en cas de besoin, pendant que les nations industrialisées entreprendraient leur transition vers une économie alimentée par des ressources renouvelables et maximisant leur efficacité énergétique, exactement ce que préconisait Schumacher et plusieurs autres”, poursuit-il.

On sait que la réalité a été tout autre: “On a pompé à toute vitesse le pétrole de la mer du Nord et de l'Alaska. Le marché a été submergé de pétrole bon marché et les prix ont chuté”. Puis, on a commencé à accélérer vers le mur (ou le précipice, c'est selon) et on n'a pas depuis relâché la pédale... Les émissions de CO2 ont continué d'exploser malgré les bonnes paroles onusiennes.

Les effondrements des Mayas et de Rome en exemples

Aujourd'hui, ce qui frappe l'économie secondaire, ce sont pour John Michael Greer “les coûts ignorés du dépassement des limites écologiques”, dans l'économie primaire, tandis que les outils utilisés pour faire face à ces difficultés sont “des bricolages dans l'économie tertiaire” qui du coup “diverge de plus en plus de l'économie secondaire”, ajoutant une deuxième couche de difficultés économiques”.

“Il est remarquable que ce type de crise à deux niveaux ne soit pas rare. La plupart des civilisations passées qui ont outrepassé les limites des systèmes écologiques dont ils dépendaient, et qui se sont effondrés pour cette raison, s'étaient engagées dans une impasse similaire”, note l'expert. La construction de pyramides chez les Mayas des plaines a détourné la main d'œuvre de leur problème vital de terre arable. C'est également la perte de sol arable qui a mis en échec l'agriculture romaine. Et à la suite de la chute de l'Empire, “le prêt d'argent avec intérêt, pratique courante dans le monde romain disparut durant des siècles”, poursuit-il. L'économie tertiaire complexe de Rome a alors été remplacée par un système radicalement simplifié (le système féodal) où la monnaie a au départ perdu son rôle pour être remplacée par l'économie secondaire concrète: terre, travail... Une question est maintenant de savoir si une telle transition consécutive à un effondrement économique peut être réalisée sans tourbillons de violence. John Michael Greer le croît.

1- Ne pas confondre avec ce que la science économique appelle les secteurs primaire (agriculture), secondaire (industrie) et tertiaire (services).

2- *Small is beautiful. Une société à la mesure de l'homme. Paru aux Editions du Seuil. Collections Points Sciences. 1978. Version poche 1979.*

3- *La Fin de l'abondance. L'économie dans un monde post-pétrole. Version française parue aux éditions Ecosociété, 2013. Disponible auprès de l'association Sortir du Pétrole.*

La main invisible d'Adam Smith n'assurera pas la survie de l'espèce

Paul Jorion 20 mai 2015

Selon Adam Smith, auteur illustre de « La richesse des nations » (1776), l'intérêt général n'est pas assuré parce que le boulanger ou le boucher y travaillent, mais parce que chacun d'eux poursuit son intérêt égoïste. C'est là le principe de la « main invisible » à laquelle le philosophe écossais a attaché son nom.

Dit autrement, le fait que chacun s'occupe de ses propres affaires, sans se soucier pour autant du bien commun, a un pouvoir d'autorégulation. Celui-ci s'observe sans que personne ne s'y force : chacun suit simplement sa « pente naturelle ». Le mot « naturel » est ici fondamental : suivre son propre intérêt est « naturel », alors qu'au contraire, chercher à imposer l'intérêt général implique une régulation qui débouche sur des prohibitions, et constitue du coup une démarche « contre nature ».

Admettons donc ce principe très plausible que le bien commun découle « naturellement » de l'intérêt individuel bien compris. Réfléchissons-y cependant un instant.

L'homme est une espèce que les biologistes qualifient de « colonisatrice » : elle croît jusqu'à envahir entièrement son environnement. Nous pouvons aisément confirmer ceci en jetant un regard en arrière sur l'histoire du genre humain.

Une fois son environnement entièrement envahi, une espèce colonisatrice l'épuise peu à peu. Que fait-elle quand il est totalement épuisé ? Elle se met en quête d'un nouvel environnement qui lui soit propice.

Chacun connaît ces campagnols nordiques appelés lemmings qui pullulent parfois jusqu'à détruire entièrement la vallée qu'ils habitent. Ils s'en échappent alors à la recherche d'un habitat vierge. C'est cela qui explique

leurs comportements qui nous apparaissent « suicidaires » : dans leur course folle, ils tombent en masse d'une falaise ou se noient très nombreux en tentant de traverser un cours d'eau bien trop large pour eux.

Notons-le : rien dans le comportement observé des lemmings qui ne soit parfaitement « naturel » à leur espèce : la « nature » continue, si l'on veut, de les protéger de l'extinction aussi longtemps qu'existe une nouvelle vallée à découvrir ou que s'est reconstituée en leur absence une vallée qu'ils ont précédemment épuisée.

Notons aussi que dans la fuite éperdue des lemmings, chacun d'entre eux suit son intérêt particulier, sans qu'aucun projet collectif ne préside à son comportement : sans se soucier des autres, en conformité donc avec les préconisations d'Adam Smith. S'il existait un principe d'intérêt général assurant leur survie, à savoir la conservation de leur vallée d'accueil en bon état de marche, les courses folles des lemmings ne seraient jamais observées.

L'homme, nous le savons, s'est conduit jusqu'ici comme un lemming : envahissant la terre sans grand souci de rendre durable l'usage qu'il a du monde qui l'entoure. Et même quand il se préoccupe de celui-ci en énonçant des recommandations, ses efforts sont vains. Un seul exemple : depuis l'adoption en 1997 du protocole de Kyoto visant à réduire les effets de serre, les émissions annuelles de carbone à l'échelle de la planète sont passées de 6 400 à 8 700 millions de tonnes. C'est dire si nous sommes efficaces !

Les limites d'un comportement « colonisateur » vont cependant de soi : une fois l'ensemble des habitats possibles colonisé puis détruit, c'est l'extinction qui menace.

La conclusion est terrible : le comportement « naturel » d'une espèce ne la garantit en aucune façon contre l'extinction. Celle-ci n'a pas été prise en compte par la nature (les dinosaures ne nous démentiront pas sur ce point). La nature – le processus biologique – permet que se mettent en place les conditions qui autorisent qu'une espèce vive et s'épanouisse sur le court terme, mais elle n'offre aucune garantie quant à sa survie sur le long terme.

Autrement dit, et en ce qui nous concerne, la main invisible d'Adam Smith assure notre survie, mais à une seule condition : tant qu'il nous reste encore une autre vallée à coloniser.

Que faire sinon ? Le film *Interstellar* nous offre la recette : envoyer une fusée dans le trou de ver qui existe à proximité de Saturne et coloniser une exo-

planète habitable orbitant autour d'un trou noir à l'autre bout de la galaxie.

Plus vite dit que fait certainement ! Il reste l'alternative consistant à mobiliser sans tarder un talent dont la nature nous a pourvus par ailleurs : notre capacité à réfléchir, à trouver des solutions et à les mettre en œuvre – en prohibant s'il le faut les comportements qui nous conduisent droit vers l'extinction. Parce qu'en matière de survie de l'espèce, il faut bien l'admettre, la main invisible d'Adam Smith nous laisse hélas tomber !

[La dernière vague des matières premières](#)

[Jean-Marc Vittori](#) / [Editorialiste](#) | [Le 20/05 LesEchos.fr](#)

Les cours des matières premières n'en finissent plus de reculer. Depuis leur pic de 2011, elles ont perdu près de la moitié de leur valeur. La première d'entre elles, le pétrole, s'est encore plus dépréciée. Et à en croire Philippe Chalmin, le meneur du rapport Cyclope qui paraît aujourd'hui, la descente n'est pas finie. Elle bouche l'horizon d'hommes et de femmes, d'entreprises, de pays qui avaient cru trouver la clef du succès dans le renchérissement des produits de base.

Il est tentant d'imputer ces folles variations aux excès de la finance, au contrecoup de la crise de 2008, voire à l'avidité des [spéculateurs](#) - une interprétation qu'on aime bien en France. Il n'en est sans doute rien. Les montagnes russes de ce début de siècle font penser à celle du siècle dernier, et donc aux bons vieux cycles économiques. Au début des années 1970, les Trente Glorieuses des pays avancés s'achèvent sur une croissance record. Les prix des produits de base étaient au plus bas, minant les investissements. L'ajustement qui s'en est suivi a été brutal. Baptisé « choc pétrolier », il a fait flamber la plupart des matières premières. Le club de Rome publie alors son rapport sur « Les limites de la croissance » prévoyant l'épuisement des ressources énergétiques. Mais la poussée des prix a incité les hommes à investir et à innover, avec une efficacité inimaginable auparavant. Les prix se sont retournés. Dans les années 2000, ce sont les Trente Glorieuses de l'immense Chine qui culminent, gonflant la demande, alors que la faiblesse des prix sape l'effort d'équipement. Les cours ont à nouveau flambé. Et pendant que des économistes prévoient à nouveau une inévitable pénurie, les entreprises investissent et innovaient. Le pétrole de schiste en est l'exemple le plus visible. Ces efforts commencent à peine à produire leurs effets. Et les prix, eux, dévissent.

Aujourd'hui, beaucoup d'experts soutiennent que les hommes sauront toujours repousser les limites, trouver de nouvelles ressources à prix abordable. D'autres insistent au contraire sur la finitude du monde, mettant en avant les menaces qui pèsent sur l'équilibre climatique qui a permis l'émergence puis l'épanouissement de la vie. Étrangement, ce qui sépare les uns des autres ne relève pas tant de la logique que du tempérament, voire de la conviction morale. **Il est pourtant écrit que les ressources physiques finiront par s'épuiser.** Et qu'il faudra mobiliser toute l'ingéniosité humaine pour repousser cet épuisement... puis pour réinventer la vie dans un monde fini.

En savoir plus sur <http://www.lesechos.fr/idees-debats/editos-analyses/02177762683-la-derniere-vague-des-matieres-premieres-1120902.php?ys3kG0zKLMjCR3Di.99>

Une fuite au FMI révèle que le Fond envisage un défaut de la Grèce le 5 juin

Or-argent.eu 18 mai 2015



L'heure tourne et les négociations entre la troïka et la Grèce n'ont toujours rien donné. Athènes a réussi jusqu'à présent à maintenir l'illusion de sa solvabilité grâce à de nombreux tours de passe-passe, mais il ne lui reste plus aucune carte dans sa manche. Ce fait vient d'être prouvé par une fuite du FMI, qui affirme que la Grèce fera défaut le 5 juin prochain si aucun accord n'est trouvé entre-temps.

L'information est rapportée par Zerohedge [dans cet article](#), qui cite lui-même la chaîne britannique Channel 4. Jusqu'à présent, la Grèce s'en est sortie en pillant les caisses de retraite et les avoirs d'autres institutions publiques, en confisquant l'argent des collectivités locales et en tapant dans ses réserves de

droits de tirage spéciaux du FMI (prouvant que le monde financier d'aujourd'hui, c'est l'Absurdie, la Grèce empruntant de l'argent au FMI pour rembourser le FMI...).

Athènes a désormais épuisé toutes les ficelles pour éviter le défaut, nous allons bientôt connaître l'épilogue de cette énième saga grecque. Syriza était persuadé qu'en étant intransigeant et en brandissant le spectre du défaut, les « institutions » allaient plier, mais il est clair qu'aujourd'hui tout le monde est prêt à voir la Grèce faire faillite. Le fricotage avec les Russes n'a également rien donné. Soit le gouvernement d'Alexis Tsipras renie totalement ses promesses de campagne en obtempérant à toutes les demandes sans aucune concession en retour, soit la Grèce fera défaut, et risque de sortir dans la foulée de la zone euro.

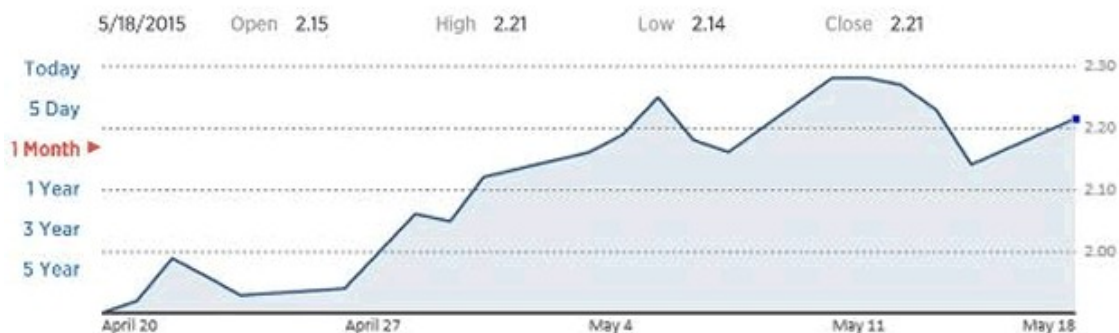
Les taux d'intérêt grimpent un peu partout



John Rubino
Dollar Collapse

Publié le 20 mai 2015

Alors que les taux d'intérêt proches de zéro commençaient tout juste à nous paraître normaux, les marchés semblent en avoir décidé autrement. Les rendements des bons du Trésor sur dix ans, qui s'élevaient à 1,9% en avril, sont aujourd'hui de 2,20% :



Et ce retournement ne se limite pas qu'aux Etats-Unis. Au travers de l'Europe et de l'Asie, les taux ont grimpé depuis le mois dernier. Voici un graphique tiré de Bloomberg:

EUROPE		Yield	1 Day	1 Month	1 Year	Time
Germany		0.65%	+2	+57	-68	11:59:59
Britain	More UK Gilts	1.95%	+7	+37	-61	12:00:00
France		0.93%	+3	+56	-85	11:59:58
Italy		1.89%	+12	+41	-117	11:59:58
Spain		1.82%	+10	+38	-112	11:59:58
Netherlands		0.82%	+3	+60	-82	11:59:58
Portugal		2.38%	+12	+40	-133	11:59:53
Greece		10.98%	+55	-167	+447	11:59:06
Switzerland		0.01%	-1	+22	-68	11:54:17

Change shown in basis points

ASIA		Yield	1 Day	1 Month	1 Year	Time
Japan	More Japanese Bonds	0.38%	-1	+8	-19	03:59:55
Australia	More Australian Bonds	2.86%	-3	+52	-84	02:39:06
New Zealand		3.63%	-4	+49	-62	00:00:05
Hong Kong		1.60%	-5	+27	-30	05:35:12
Singapore		2.20%	-3	+9	-2	04:34:17
South Korea		2.52%	+2	+41	-87	05:27:44
India		7.00%	-4	+10	-93	07:29:07

Change shown in basis points

Qu'est-ce que cela signifie ? Plusieurs choses, notamment :

1. Les marchés ont tendance à se retourner lorsque les gens acceptent que la tendance en cours ne pourra que se poursuivre. C'est peut-être ce qui se passe aujourd'hui. Les taux d'intérêt négatifs commençaient à être acceptés comme étant inévitables ou (pour un nombre accru d'étatistes) perçus comme idéaux, ce qui a poussé les traders à anticiper une prolongation de cette tendance. En d'autres termes, cette position s'est retrouvée trop encombrée.
2. Les investisseurs pourraient perdre confiance en la capacité des gouvernements à maintenir la valeur des devises mêmes les plus fortes comme le dollar et le franc suisse, ce qui ferait des obligations aux rendements négatifs des doubles-perdantes. Certains ne viennent peut-être que de se réveiller.
3. Les propositions en faveur de l'[abolition de l'argent liquide](#) ont possiblement poussé un certain nombre de gens à prendre en compte les

implications d'une telle décision et à conclure qu'un tel monde ne serait pas celui dans lequel ils voudraient vivre.

4. Il se peut aussi que cela ne signifie rien, que ce ne soit rien de plus qu'un rebond temporaire qui verra les taux d'intérêt replonger à l'échelle mondiale pour donner naissance à une société sans liquide au sein de laquelle les banques centrales auront la capacité de manipuler les taux d'intérêt, les prix des actions et tout le reste.

Avertissement: zone d'ombre sur les Bourses

Bruno Bertez 19 mai 2015 www.brunobertez.com/

Les Bourses sont dans une zone d'ombre, grise, crépusculaire.

Les investisseurs sont piégés dans une « twilight zone », constituée par la transition entre la fin du Quantitative Easing et la première hausse des taux de la Fed., qui constituera le début de la normalisation.

Cela durera jusqu'à ce que l'économie Américaine donne des signes clairs et non ambigus de robustesse, et que l'on sera sûr que l'exit des taux zéro peut se faire sans risque aussi bien de choc macro économique que sans risque de dislocation des marchés.

L'exemple de ce qui s'est fait en 1936-7 est présent dans toutes les mémoires. D'ici là, le paysage de l'investissement sera caractérisé par des performances médiocres, une rotation volatile, une rupture des corrélations et des flash crashes.

Pour cette raison Bofa, BANQUE of AMERICA, recommande une allocation prudente marquée par les niveaux plus élevés que la normale en liquidités, elle recommande des achats d'or et des achats de véhicules permettant de jouer la volatilité.

« Compte tenu de la situation extrême en matière de liquidités, de technologie et d'inégalités de revenus, le potentiel pour une chute en forme « lessivage » sur les marchés d'actifs financiers n'est pas exclue : les

catalyseurs possibles ne manquent pas , on a le choix entre les taux, le consommateur qui se dérobe, la spéculation excessive, le High Yield. »

La note souligne deux anomalies intéressantes sur les marchés :

- 1 Les investisseurs dans les enquêtes disent qu'ils sont optimistes, mais le pourcentage de cash inutilisé est élevé
- 2 Les prix des actions sont à des niveaux records, mais l'argent sort des fonds spécialisés dans les actions.

Le fait que le sentiment exprimé soit risk-on alors que l'on conserve son cash ou que l'on sorte des fonds actions est inquiétant. Les sorties sur les fonds « actions » depuis le début de 2015 ont été de plus de 100 Milliards.

La note de Bofa suggère de vendre en Mai. Les mois d'été risquent d'être « une lose-lose proposition ». En effet « ou bien les indicateurs macro s'améliorent et la Fed monte les taux, ce qui accroît la volatilité, ou bien les indicateurs macro restent médiocres et dans ce cas, ce sont les révisions en baisse des profits qui pèseront sur les Assets à risque. »

Chine : forte baisse de la consommation de charbon...

Patrick Reymond 19 mai 2015

La chute de la consommation de charbon en Chine, a atteint 8 % sur les 4 premiers mois 2015, par rapport aux mêmes mois 2014.

L'année 2014 avait elle même vue une baisse sensible de la consommation (-1.28 %).

C'est donc un changement technologique majeur qui est en cours.

1 % de chute, sur une consommation qui atteint 3500 millions de tonnes, ça fait du bruit, et à l'échelle mondiale.

8 % sur 3500 millions de tonnes, cela représente plus de 200 millions de tonnes. De quoi couler des pans entiers de l'industrie charbonnière.

Comme ce genre de marchés fonctionnent à la quantité marginale, on peut penser que la position allemande est la bonne (sauver le secteur d'un effondrement trop rapide).

L'effondrement de la consommation énergétique européenne (- 9,1 % de 2006 à 2013) est tout aussi significative, à 1666 millions de TEP.

Fait aggravant, la part des énergies renouvelables est en progression dans la totalité des pays de l'Union européenne.

Elle est passée de 9.2 à 15 % du total, en seulement 8 ans. Et sans doute, la cadence augmentera t'elle fortement...

Donc, en Chine comme en Europe, il n'y aura pas de stabilité et de "business as usual" dans le domaine de l'énergie. Le sol sous les pieds des énergéticiens vient, tout bonnement, de se liquéfier...

LES LIMITES DE LA STRATÉGIE DE TENSION

par François Leclerc 20 mai 2015

Au terme de l'interminable spectacle qui nous a été imposé, un coup de théâtre serait-il en passe d'intervenir ? L'agence Bloomberg annonce qu'Angela Merkel serait prête à avaliser un compromis, ferait son affaire de l'opposition des députés de son parti, et le justifierait auprès de l'opinion publique allemande. Elle ne s'opposerait pas à un « accord technique » intervenant au sein du « Groupe de Bruxelles », accord qui cependant reste encore à trouver.

« Nous allons voir si des possibilités de discussion se dégagent » avait commenté hier la chancelière, décidée à planter le décor du dernier acte. Avec François Hollande, qui a déclaré parler « le même langage », elle entend préparer un accord politique lors du sommet de Riga de jeudi et vendredi, car « nous devons faire en sorte que des progrès notables soient faits ».

S'inscrivant dans le cadre des négociations qui se poursuivent à marche forcée au sein du « Groupe de Bruxelles », Jeroen Dijsselbloem avait précisé que l'Eurogroupe sera convoqué dès qu'un accord sera trouvé, « pour en discuter d'un point de vue politique ». Politique, le grand mot est lâché. Le président de l'Eurogroupe l'a déjà utilisé pour expliquer qu'une décote sur la dette grecque n'était pas concevable.

Un brouillard entoure ces négociations et il est vain de vouloir le dissiper. Tout au plus croit-on savoir, après consultation des sources disponibles, qu'un accord serait intervenu à propos de l'objectif d'excédent budgétaire de

cette année, ramené à 1 %, que la relance du programme de privatisation se poursuivrait, et que les discussions sur la hausse de la TVA sont en cours. Les possibilités de retraite anticipées seraient limitées, mais Athènes tiendrait bon à propos des coupes dans les retraites et les salaires et de la réforme de la législation du travail. Il faut attendre la suite des discussions, qui va déborder sur la semaine prochaine. Alexis Tsipras aurait parallèlement entamé une discussion marathon avec le groupe parlementaire de Syriza, qui porte à la fois sur les négociations en cours et le travail parlementaire à venir ; elle sera suivie d'une réunion au niveau du parti, en raison du refus de certains parlementaires de voter l'accord qui pourrait se présenter.

L'édifice est très fragile et rien ne garantit qu'il tiendra debout. Alexis Tsipras entend également soulever la question de la dette, sans attendre le démarrage de négociations détaillées, qui pourraient débuter en septembre, laissant pendant le problème des échéances avec la BCE de l'été. Car s'il n'est ultérieurement offert au gouvernement grec que la couverture de ses remboursements, même rééchelonnés, en l'assortissant d'objectifs d'excédents budgétaires minorés mais toujours aussi peu réalistes, quelle raison aurait-il de participer à une cavalerie financière effectuée sur le dos des Grecs ? Comment, dans ces conditions, le gouvernement grec pourrait-il relancer sur de nouvelles bases l'économie, sans moyens et dans le cadre d'une profonde crise sociale qui ne va pas être soulagée ?

Depuis la victoire de Syriza, trois objectifs politiques ont été poursuivis par les autorités européennes. Faire rentrer dans le rang des rebelles dont les projets faisaient écho dans d'autres pays dont l'Espagne ; trouver un nouveau camouflage pour accrédi-ter le remboursement de la dette grecque ; et appliquer un programme européen de mesures néo-libérales mettant en cause *l'État providence*, au prétexte de réformes des archaïsmes. Tout le reste n'a été qu'un habillage destiné à manipuler l'opinion publique européenne, l'expression d'une stratégie de pression et d'asphyxie destinée à faire avaliser par le nouveau gouvernement des mesures contraires à son programme électoral. Afin de respecter le verdict démocratique formellement tout en semant le désarroi. Voilà en quoi consiste l'art de gouverner d'aujourd'hui, en attendant la suite.

'Le gouvernement grec pourrait appliquer la recette chypriote et confisquer l'argent sur les comptes des déposants'

par Audrey Duperron · 20 mai 2015 Express.be



Le gouvernement grec n'a pas reçu d'argent de l'UE ou du FMI depuis août 2014, et ses comptes sont à sec. Le taux de chômage grec dépasse 25%, et le système bancaire du pays est au bord de l'effondrement. Le moindre incident pourrait déclencher une panique, et lorsqu'elle se produira, l'UE n'hésitera pas à confisquer l'argent sur les comptes des déposants privés, de la même manière que cela s'est produit à Chypre en 2013, affirme Michael Snyder de The Economic Collapse.

Le dernier paiement au FMI de 762 millions d'euros a été financé en puisant dans un compte spécial de réserve tenu par le FMI lui-même. D'ici la fin de ce mois, le gouvernement doit également trouver l'argent pour payer les pensions et les salaires des fonctionnaires, et il doit la somme de 1,5 milliard d'euros au FMI d'ici la fin du mois de juin.

Les dirigeants européens comptent sur l'étranglement financier de la Grèce pour forcer son gouvernement à se montrer plus conciliant. Pendant ce temps-là, le système bancaire grec est au bord du gouffre. Plusieurs banques sont privées de garanties, et sans intervention externe, certaines d'entre elles pourraient rapidement faire faillite. Si aucun accord n'est trouvé, la Grèce pourrait être plongée dans une crise de type chypriote dès le mois prochain.

James Turk, le CEO et fondateur du site de vente d'or en ligne Goldmoney, a récemment expliqué au site King World News qu'il considérait qu'une citation dans le Financial Times devait éveiller l'attention : « La troïka composée de l'UE, de la BCE et du FMI n'a pas encore coupé le courant des banques grecques, mais la citation suivante dans le Financial Times de la

semaine dernière devrait sonner comme un avertissement pour quiconque détenant encore de l'argent sur un compte de dépôt dans ce pays : +L'idée d'une présentation 'Comme Chypre' aux autorités grecques a recueilli l'intérêt de plusieurs ministres des Finances de la zone euro, selon un officiel impliqué dans ces discussions.+

La BCE est encombrée jusqu'au cou de la dette grecque qu'elle détient, et qui ne sera jamais remboursée. La BCE ne va pas accepter de prendre en charge la perte sur ces obligations grecques dans ses livres. Comme la Grèce n'a pas la capacité financière de rembourser ce qui représente désormais 112 milliards d'euros d'exposition de crédit dans les livres de la BCE, la BCE n'a que deux alternatives. Elle peut mettre les 112 milliards de dette grecque qu'elle détient sur le compte des banques centrales nationales des pays de la zone euro et sur le dos de contribuables de ces pays, ce qui n'est pas faisable politiquement. Ou elle peut confisquer l'argent des déposants dans les banques grecques, comme elle l'a fait à Chypre, et comme le Financial Times le rapporte maintenant. »

« Bien entendu, une telle décision déclencherait probablement une panique financière dans toute l'Europe », commente Snyder.

Quelle est la probabilité qu'un tel scénario se produise ? Snyder rappelle qu'en avril, le gouvernement grec n'a pas hésité à s'emparer des liquidités présentes sur les comptes des gouvernements locaux et des fonds de pension du pays. « S'emparer des espèces sur les comptes bancaires des citoyens privés n'est qu'une étape de plus », écrit-il.

Les Grecs savent déjà qu'ils risquent de vivre ce qu'ont connu leurs voisins chypriotes en 2013, comme en témoignent les retraits massifs de leurs économies des banques que l'on a observés sur les derniers mois.

« Les Allemands pensent qu'à un certain point, la souffrance économique et financière deviendra si forte qu'elle forcera le nouveau gouvernement grec à renoncer à ses demandes. Les Grecs pensent que la menace d'une crise financière de plein fouet obligera les Allemands à faire marche arrière au dernier moment. (...) Cela fait longtemps que je préviens qu'une crise financière va s'abattre sur l'Europe. Cela pourrait être l'étincelle qui la déclencherait. », conclut Snyder.

Naissance officielle de La Bulle

Article Bruno Bertez du 18 mai 2015

Titre : Inversion de la bulle

Nous décrétons la naissance de « La Bulle ». La Bulle est née, une banque TBTF ose la nommer, pour mieux nous tromper !

Parler de « bulles » revient à la mode. Le prétexte en est fourni par ce que certains appellent l'éclatement de la bulle des emprunts souverains et singulièrement des allemands, les Bunds.

Pendant longtemps, l'establishment et les médias MSM ont reculé devant l'usage du mot, c'est normal, car il comporte une dimension « fight the Fed », c'est à dire un aspect rebelle, contrarian.

Pourtant, depuis quelques temps, la réticence s'efface, le vocabulaire et les esprits évoluent. Or, vous savez que le vocabulaire formate les esprits, à l'insu bien sûr de ceux qui l'utilisent. Ainsi quelle n'a pas été notre surprise de voir les services d'une Banque TBTF, Citi, utiliser carrément le vocabulaire des bulles dans une note publique et, pire, en faire usage dans le titre de ladite note.

Nous nous sommes dit que ceci méritait intérêt car rien n'est innocent. Le refus antérieur d'utiliser le mot « bulles » avait pour origine le souci de ne pas souligner la surévaluation des assets financiers. Les assets sont, selon les critères historiques classiques -pas les nôtres-, valorisés très généreusement et, comme ceci est produit délibérément par la Banque Centrale, le nommer, le dénoncer, c'est l'équivalent de s'y opposer. On ne s'oppose pas à l'effet de richesse lorsqu'il est recherché par le Chef ou la Cheffe et... que l'on en profite. Ce n'est bon, ni pour la carrière, ni pour les bonus. Il est évident qu'il ne fallait surtout pas donner l'impression que l'on combattait la Fed quand Yellen, il y a à peine quelques mois, s'efforçait de nier l'existence de surévaluations.

Et puis, les choses ont évolué, la Fed a commencé à préparer l'atterrissage et elle a enclenché le processus de pression sur les perceptions. Ainsi, elle a déclaré les biotechs « frothy, » spéculatives, exubérantes, puis ce fut le tour des emprunts High Yield, puis maintenant, c'est celui des actions... On remonte la pente du risque. Bref, on ne cherche plus l'effet de richesse ; ce que l'on cherche ; c'est la normalisation ordonnée. On a peur de ce que l'on

appelle l'instabilité financière. Nous sommes donc fondés, les commentateurs et Citi, ont donc le droit de suivre les « guidances » de la Fed et d'aborder la question des évaluations.

Donc, nos amis de Citi, les gens de l'équipe « Citi Equities research » publient une note dont le titre est « IT IS BUBBLE TIME ». Le pouvoir des Maîtres est celui de nommer, de tracer une équivalence, de dire, en fonction des objectifs, ceci c'est cela, ou ceci, c'est comme cela. L'équipe de Citi écrit: « lors de marchés haussiers murs, on parle de bulles de prix des assets. Ces bulles sont souvent basées sur une idée convaincante et alimentée par des liquidités excessives ». Nous vous parlerons plus tard de ces idées convaincantes. Elles sont absurdes. Ce sont ce que nous avons appelé « des constructions parallèles ».

Première remarque, l'état de « bulles » est décrété, officialisé, entériné. On en parle, on le porte en titre d'une note officielle.

Deuxième remarque, les bulles sont basées sur... une idée.

Qu'est-ce que cela veut dire ? Cela veut dire que les bulles sont produites dans la tête des gens, dans leur cerveau, ils ont des idées et ce sont ces idées qui sont à la base de la formation des bulles. La question se pose : dans le système, qui est à la base des bulles? Est-ce la magie des idées des gens, le pouvoir de l'esprit, la subjectivité ou bien autre chose, de plus concret et de plus réel? Le tour de passe-passe est clair, net, car la réponse de nos « penseurs » des bulles est sans équivoque. C'est l'idée qui est à la base. Et pour surenchérir, ils donnent les exemples de bulles. La bulle des tulipes, la South Sea Bubble, la bulle des Technos, la bulle du Logement... Donc la bulle n'est pas produite par le Banquier Central et sa politique de fabrication de bulles, non, elle est produite dans la tête des gens : la bulle, c'est une manifestation des fameux « animal spirits », de l'irrationalité des participants aux marchés. Vous voyez déjà l'entourloupe, les auteurs complices des Banques Centrales exonèrent les Maestro, les Bernanke, les Yellen, les Draghi. Ce qui est premier, c'est l'attrait des objets qui font bulle. C'est une propriété de ces objets qui fait que l'on s'entiche à la folie pour eux et que l'on rentre dans l'irrationnel.

Avez-vous l'impression, depuis Mars 2009, qu'il y a eu la moindre folie, le moindre enthousiasme du public, la moindre euphorie? Nous non ! Et pourtant, nous sommes sur les marchés mondiaux chaque jour. Depuis 2009,

le monde est triste, abattu, déprimé, il ne croit à rien et surtout pas à l'avenir, il est incapable de retrouver le moral, c'est cela la déflation, un mood, une humeur négative.

La réalité est que le public et les opérateurs sur les marchés n'ont pas fabriqué de bulles, ils ont obéi à la rationalité de court terme dont les Banquiers Centraux ont tracé le chemin. On a supprimé le rendement des actifs sans risque, on a retiré du rendement du marché mondial et créé un effet d'entonnoir, les agents économiques se sont adaptés. La quête du rendement à tout prix a provoqué une hausse des prix des actifs financiers, les rendements ont continué de baisser, ce qui a forcé à monter de plus en plus haut dans l'échelle du risque au point de tout surévaluer, en chaîne, de proche en proche. Ce qui est la base, ce qui est premier, c'est la politique des Banques Centrales, ce sont elles qui, délibérément, ont choisi cette politique de disparition des rendements, d'entonnoir, et de stimulation de la prise de risque. Donc, il faut rendre à César ce qui est à César et inverser la proposition des salariés de Citi ; non, ce ne sont pas les actifs financiers qui sont devenus plus séduisants ; non, ce ne sont pas les opérateurs boursiers qui ont été pris de folie et d'euphorie ; non, absolument pas, ce sont les responsables de la conduite des affaires qui ont produit, créé, fabriqué tout cela et en particulier les bulles. Rationnellement, les agents économiques se sont bien comportés, ils ont réagi normalement. Et surtout vers la fin du cycle des QE, les achats de titres et les promesses de taux bas ont été maintenus trop longtemps, on a trop retiré d'actifs financiers qui offraient un rendement et trop émis de monnaie qui ne rapportait rien, on a donc volontairement accentué les déséquilibres entre la masse de monnaie qui ne rapporte rien et le stock d'actifs qui rapportent disponibles.

La conclusion opérationnelle s'impose, si les bulles n'ont pas été produites par les idées, par les animal spirits, c'est à dire par les gens, et si elles ont bel et bien été produites par les Banquiers Centraux, alors ce qu'il faut suivre et surveiller et essayer de deviner, c'est ce qui se passe dans la tête de ces mêmes Banquiers Centraux.

Ce que l'on dit maintenant sur les bulles, ce sont des rationalisations, a posteriori. Comme par exemple le thème qui a été lancé il y a quelques mois par Summers, et le Vice-Président de la Fed, Stanley Fisher. Ces deux personnes ont lancé, pour expliquer l'échec des politiques monétaires non-

conventionnelles, l'échec des QE et de la ZIRP, elles ont lancé l'idée qu'après tout on n'y pouvait rien et que peut-être c'était la fatalité, « le potentiel de croissance à long terme serait durablement réduit ». Voilà comment une idée qui est née après que la bulle ait été gonflée, une idée qui n'est même pas parvenue au stade du grand public, finit par servir à expliquer et causer la bulle! Nous sommes dans la magie, à moins que ce ne soit dans la mauvaise foi.

La bulle a une cause, ce sont les politiques monétaires.

La bulle a des responsables, ce sont les Banquiers Centraux.

La bulle a échoué à produire de la croissance, c'était une erreur de la gonfler.

Conclusion, pour réconcilier le tout et exonérer les responsabilités, on proclame. Il n'y a rien à faire contre la baisse du potentiel de croissance, et c'est ce que traduit, ce qui la produit, la bulle. Ah les braves gens!

Cela est important pour la suite des événements, cela important pour l'Histoire, cela est important pour la Morale. Les responsables, les coupables de tout ce qui va arriver, ce sont eux, les Banquiers Centraux. Quand la future Commission Pecora se réunira pour les juger et les punir, il faudra s'en souvenir.

Une bulle de prix des actifs financiers ne s'est pas formée, elle a été soufflée par ceux qui avaient le pouvoir de gonfler le bilan de la Banque Centrale, nous sommes dans le volontarisme, dans l'activisme, voilà pour la question de la responsabilité.

Passons à la question de la maîtrise. Il n'y aura pas d'éclatement spontané des bulles, nous ne sommes pas dans la situation où l'esprit, le « mood » du public peut changer, puisque le public est guidé, manipulé, il est agi. Le public n'agit pas, il réagit. Si les signaux envoyés par les Banquiers Centraux restent inchangés, si rien n'est modifié, on continuera à faire des bulles et à faire bulle. Il n'y a aucune alternative. Ce qui provoquera les changements, c'est le pilotage. Le risque ne vient pas du public, il vient des Chefs et Cheffes, de leurs erreurs de pilotage, de la surestimation que les Chefs et Cheffes entretiennent d'eux même.

Ce qu'il faut comprendre, c'est l'opération idéologique manipulatrice à laquelle se livrent les équipes de Citi.

Avant, les bulles se formaient parce qu'un objet paraissait attrayant pour des raisons plus ou moins justifiées. Cet objet était convoité. Il déchainait les passions, une bulle se formait si les autorités monétaires solvabilisaient la demande, si elles créaient autant de liquidités qu'il en fallait pour alimenter la bulle ; cela, c'était avant.

Maintenant, les autorités ont étudié l'histoire, elles ont découvert que la fabrication des bulles pouvait être utilisée, faite à la main pourrait-on dire, provoquée, et qu'ainsi on obtenait un nouveau mode de régulation. L'ancien, par la modulation du cycle du crédit, était devenu insuffisant, on a tâtonné et, par glissements successifs, on a mis au point ce nouveau mode cynique de régulation. On veut stimuler la demande globale, on gonfle une bulle qui permet de créer du crédit au-delà du cycle spontané, on crève la bulle et on nettoie, on passe la serpillière. Puis on repart pour un tour.

Nous l'avons maintes fois expliqué, décrit, le système réussit à durer par l'inversion du réel et des signes, des causes et des effets, par le remplacement de plus en plus généralisé des lanternes par les vessies.

Les « bulles » prospèrent, si on ose dire, selon un schéma bien établi.

Au début, elles sont modestes raisonnables, presque justifiées à titre d'anticipation. Puis, elles s'installent, gagnent en extension de proche en proche, par imitation et débordements. Ensuite, elles s'ancrent, elles font leur trou dans le système, elles s'incrument car les responsables de la conduite des affaires n'y voient que bénéfice. On ne les reconnaît pas parce que chaque bulle est spéciale, différente et que tout le monde est content. Ensuite, le rendement des injections de liquidités commence à baisser, il faut de plus en plus souffler pour un résultat qui plafonne. Les autorités hésitent, car au fur et à mesure que la bulle a grossi, l'on prend conscience d'un risque important pour la stabilité financière. Cette prise de conscience dissuade d'intervenir et de faire ce qu'il faut pour la maîtriser. Quand on se décide, on le fait avec des « pas de bébés », des mesures marginales, insuffisantes, des « baby steps » et bien sûr on échoue. La prise de conscience de l'échec par le public et les marchés est le facteur déclenchant de la dernière phase, la phase d'explosion, de blow off, stratosphérique, celle du bouquet final.

Il n'y a pas de bulle, c'est par commodité que nous utilisons ce vocabulaire, il a le mérite d'être compréhensible par beaucoup, même s'il comporte sa part de fausseté et, maintenant, comme nous l'avons démontré, de tromperie. Il

n'y a pas de bulles parce que ce qui est premier, ce n'est pas l'attrait des objets financiers recherchés, mais le Mistigri du cash. En dernière analyse, c'est le fait que le cash soit produit, inflaté, et constitue un repoussoir dont on veut se débarrasser, qui est à la base des bulles.

Or, on n'a pas fini de « Mistigriser » le cash : on s'y attaque, on le pilonne. Et c'est ce qui nous fait croire à une future, dernière phase de gonflement de la bulle, une phase de feu d'artifice avec bouquet final.

Le rendement des injections de liquidités pour relancer la croissance tend vers zéro, il faut en produire de plus en plus. Le rendement du crédit également, on est au stade du gavage de l'oie. Or, il faut maintenir le crédit, coûte que coûte. Tous ces éléments combinés font que l'on s'installe dans les taux négatifs pour les dépôts et les actifs quasi monétaires sans risque. On modifie le statut juridique du cash pour le faire sortir du droit de propriété et le faire rentrer dans le droit bancaire, on agite les menaces fiscales, on étudie et diffuse des études qui vont dans le sens de l'interdiction du cash, bref on fait comme nous l'exprimons dans notre néologisme. On « Mistigrise » le cash.

La conséquence logique, pas besoin d'être voyant, c'est le gonflement de la hernie, de la bulle, des bulles. Quelle bulle sera privilégiée à l'avenir? Personne ne peut le savoir par avance, mais ce que l'on sait, c'est que l'argent trouve toujours sa ligne de plus grande pente pour s'enrichir. La vraie question qui doit tarauder l'esprit des Chefs et Cheffes est la question fondamentale que l'on s'est posée au moment du passage à la financiarisation au début des années 80: est-ce que nous réussissons toujours à garder l'argent prisonnier, à le faire tourner en rond dans le système. Réussissons-nous toujours à l'empêcher de partir à la recherche de sa Valeur ou Contre-Valeur ?

[L'argent liquide bientôt taxé ?](#)



[Phoenix Capital](#)
[Gains, Pains and Capital](#)

Publié le 20 mai 2015

De nombreux observateurs ont relevé que les économistes grand public appellent de plus en plus à une abolition de l'argent liquide.

Il serait facile d'ignorer ces propositions et de les qualifier de ridicules si la Fed n'avait pas publié un rapport en 1999, qui suggérait l'établissement

d'une taxe sur l'argent liquide par le biais de l'imposition d'une date d'expiration pour forcer les déposants à dépenser leur monnaie.

Derrière cette grande idée se cache un universitaire qui a été invité par la BCE, la Fed, le FMI et la Banque nationale suisse. Le fait que deux de ces groupes aient déjà imposé des taux d'intérêt négatifs (la BCE et la Banque nationale suisse) devrait nous indiquer que ce genre d'idée est pris au sérieux par les banques centrales.

Le rapport, qui a été écrit il y a seize ans, suggère que si la Fed ne parvenait pas à relancer la croissance grâce aux taux d'intérêt proches de zéro, elle pourrait tenter l'une de ces trois possibilités :

- 1) Imposer une taxe sur la valeur de l'argent qui est retiré du système
- 2) Acheter des actifs (QE)
- 3) Effectuer des transferts monétaires (distribuer de l'argent au travers de véhicules variés)

Concernant le premier point, l'idée ici est que puisqu'il n'est pas très coûteux de stocker de l'argent liquide (rien de plus que le coût d'achat de coffres), la Fed devrait être autorisée à imposer une taxe sur cet argent liquide pour forcer ceux qui en possèdent à le dépenser (afin qu'il réintègre le système bancaire) ou à l'investir.

Afin que cela puisse fonctionner, il faudrait que chaque billet soit équipé d'une bande magnétique qui puisse enregistrer la date à laquelle il a été retiré. Ainsi, dès qu'un billet se retrouverait à nouveau déposé auprès d'une banque, la banque qui le recevrait utiliserait ces données pour déduire un certain pourcentage de la valeur du billet et imposer ainsi une taxe de dépôt.

Si le taux était de 5% par mois et que vous retiriez un billet de 100 dollars pour une durée de deux mois, puis le déposiez à nouveau, la banque qui le recevrait ne l'enregistrerait que comme ayant une valeur de 90,25 dollars ($100 \times 0,95 = 95$ dollar au bout d'un mois, et $95 \times 0,95 = 90,25$ dollars au bout de deux mois).

Voilà qui peut sembler ridicule, mais je peux vous assurer que les banques centrales prennent ce genre de propositions très au sérieux. Le QE paraissait complètement insensé en 1999, et il n'en est pas moins que nous en ayons déjà essayé trois programmes d'une valeur totale de 3 trillions de dollars.

En 1999, personne n'aurait cru que la Fed puisse se permettre d'imprimer 3 trillions de dollars de QE. Mais c'est ce qui s'est passé. Et compte tenu du fait que ce QE ait échoué à stimuler les dépenses des consommateurs et la croissance économique, je ne serais pas surpris de voir la Fed adopter une autre de ces trois propositions d'ici quelques mois.

JP Morgan a déjà commencé à mettre en place un programme similaire en interdisant le stockage d'argent liquide dans ses coffrets de dépôt.

Dès le mois de mars, Chase a commencé à restreindre l'usage d'argent liquide sur certains marchés, dont la région de Cleveland. Cette nouvelle politique empêche les emprunteurs d'utiliser du liquide pour régler leurs cartes de crédit, leurs prêts immobiliers, leurs prêts automobiles et leurs marges de crédit. Chase est même allée jusqu'à interdire le stockage d'argent liquide dans ses coffrets de dépôt.

Dans une lettre adressée à ses clients et datée du 1^{er} avril 2015 concernant ses contrats de location de coffrets de dépôt, la banque a souligné le point suivant : « Vous accepterez de ne déposer ni pièces ni billets de banque autres que ceux susceptibles de disposer d'une valeur de collection ».

<https://mises.org/blog/chase-joins-war-cash>

Nous avons donc là la plus grosse banque des Etats-Unis, qui interdit à ses déposants de déposer de l'argent liquide dans ses coffrets de dépôt. Et personne n'a crié au scandale.

La Fed a déclaré la guerre à l'argent liquide. Une taxe sera bientôt appliquée.

[VIDÉO Écorama : Coup de gueule sur l'Europe, possible défaut de la Grèce, rachat des réacteurs d'Areva par EDF](http://www.boursorama.com/actualites/possible-defaut-de-la-grece-rachat-des-reacteurs-d-areva-par-edf-tout-ce-qu-il-faut-savoir-video-3ac826b38b2d7181b711eb10a726f545)



<http://www.boursorama.com/actualites/possible-defaut-de-la-grece-rachat-des-reacteurs-d-areva-par-edf-tout-ce-qu-il-faut-savoir-video-3ac826b38b2d7181b711eb10a726f545>

J'étais, comme tous les mardis, l'invité d'Écorama.

La Grèce peut-elle faire défaut ? Pourquoi EDF s'intéresse-t-il à l'activité réacteurs d'Areva ? Écorama du 19 mai, présenté par David Jacquot, sur Boursorama.com.

Charles SANNAT

[Aller voir la vidéo ici directement sur le site de Boursorama](#)

Le décalage entre les marchés et la réalité économique devient préoccupant

Jean-Jacques Netter Institut des Libertés 20 mai 2015

Il y a un grand décalage entre le comportement des marchés et la réalité économique qui est pourtant claire. Les Etats Unis et la Chine sont dans une phase de croissance médiocre. La Federal Reserve, la banque centrale américaine, est devenue une machine à créer des bulles dans le monde entier, sur les actions, les obligations, l'immobilier... Tout cela permet à tous ceux qui ont déjà des actifs d'en avoir un peu plus et à ceux qui n'en ont pas, de voir leur niveau de vie se dégrader...

Le niveau d'endettement atteint partout des niveaux déraisonnables. Il est très largement encouragé par des taux d'intérêts extrêmement bas et surtout la possibilité de déduire les frais financiers de l'impôt. The Economist, le magazine britannique y consacre cette semaine, un long article expliquant que la fiscalité dans ce domaine est à revoir de toute urgence...

La reprise de la croissance française est timide

La France, une fois n'est pas coutume, a surpris en annonçant un taux de croissance de son PIB pour le premier trimestre de 0,6% soit le double de celui de l'Allemagne. Il n'y a pas de quoi pavoiser, car il y a beaucoup de restockage dans ce chiffre. Sur le terrain, les effets d'une reprise ne se font pas encore vraiment sentir dans les entreprises hexagonales.

Nous sommes toujours en plein Waterloo industriel (**Mory, Areva,**

Alcatel...) sans compter la prise de contrôle de groupes français par des entreprises étrangères (**Lafarge, Norbert Dentresangle...**)

La timide reprise française reste ainsi à la remorque de l'Europe avec 1,1% de croissance prévue en 2015, contre 1,9% en Allemagne et 2,6% en Grande Bretagne.

Elle affiche de son côté un + 0,5% de croissance avec un deuxième semestre qui se présente bien.

En Europe, l'alignement des planètes est remis en cause

En Europe, l'Euro est en hausse de 8% sur son plus bas du 16 mars (1,0458\$). Mais encore 30% en dessous de son plus haut historique. Les taux d'intérêt sont remontés puisque le rendement moyen des marchés obligataires est remonté en moyenne de 50 points de base. On a corrigé une toute petite partie des excès commis. Le prix du baril de pétrole est passé de 46\$ en janvier dernier à 65\$. Cela a permis à la couronne norvégienne de reprendre 11% sur son plus bas et au rouble russe de remonter de 20%

Après nous avoir expliqué qu'on était dans « l'alignement des planètes », on nous explique maintenant qu'il n'y a rien d'alarmant dans la remontée de l'Euro, des taux d'intérêts et du pétrole. L'Europe reviendrait à « la normale »....

Aux Etats Unis, les ventes de détail pour le mois d'avril sont en dessous des attentes.

La production industrielle a baissé de -0,3% en avril, ce qui traduit le recul de la compétitivité des produits américains avec la hausse du dollar. L'indice de confiance des consommateurs a également reculé en mai. Le taux de croissance de l'économie reste autour de 2% ce qui est faible pour une sortie de récession. Tout cela mérite de s'interroger sur le fait de savoir si nous sommes toujours dans un marché haussier pour les actions.

En Chine la hausse des actions chinoises ne résout pas les problèmes de dette. Le ralentissement économique s'est poursuivi en avril mais les obligations et les actions chinoises méritent d'être encore surreprésentées

dans les portefeuilles.

L'Amérique a remplacé l'Arabie Saoudite dans son rôle de régulateur du prix du pétrole

Dans les gaz de schiste, les Etats Unis sont devenus l'état régulateur du marché remplaçant dans ce rôle l'Arabie Saoudite. Le pétrole qui était tombé à 50\$ le baril est remonté autour de 65\$. Le niveau des stocks stratégiques américains a légèrement diminué et avec les progrès technologiques qui ont été réalisés 80% des nouveaux gisements sont rentables dans la fourchette 50\$-69\$ le baril de West Texas Intermediate (WTI). La flexibilité de la production permet de diminuer et d'augmenter assez facilement la production.

Le gouvernement américain vient de revoir ses prévisions de production à la hausse avec une production prévue pour 2020 de 3,1M de barils par jour.

On peut s'intéresser à **Pioneer Natural Resources**, **Continental Resources**, **Whiting Petroleum**. Il existe aussi le tracker **Energy Select SPDR Fund**.

La consolidation du secteur a commencé. **Noble Energy** rachète pour 2 Md\$ **Rosetta** une société très endettée du secteur présente dans le « Eagle Ford shale » et le « Permian Basin ». Le prix proposé marque une hausse de 25% sur le dernier cours coté. Il y a un mois **Royal Dutch Shell** a racheté **BG Group** en Grande Bretagne pour 70Md\$. La consolidation devrait donc se poursuivre.

Si le pétrole continue de monter on peut également acheter du dollar canadien et de la rouble russe.

Dans l'assurance vie il est très intéressant de lire le dernier communiqué d'**Allianz**, la compagnie d'assurance allemande. Sur ses investissements réalisés au premier trimestre avec de nouveaux capitaux, elle a obtenu un rendement moyen de 2,2% à comparer avec 3% pour la même période de l'année dernière. Cependant comme le niveau des taux est extrêmement bas elle est obligée de se couvrir contre une remontée possible du niveau des taux cela ramène alors la rentabilité de ses investissements à 1,7%. Allianz offre un rendement de 4,7%, supérieur à celui d'**Axa** et de **Avivia**. L'écart devrait

se combler rapidement si les taux restent bas et que la perte de capitaux gérés chez Pimco ne cesse pas rapidement.

[Nouveau mauvais signe pour la consommation aux USA](#)

[Brunobertez.com/](#) 19 mai 2015

Wal-Mart, leader mondial de la grande distribution, a annoncé mardi une progression plus faible que prévu de ses ventes à magasins comparables aux Etats-Unis, ce qui provoque un recul de 2% de son titre en Bourse dans les transactions avant l'ouverture de la séance à Wall Street.

Les ventes à magasins comparables sur le trimestre clos le 30 avril ont augmenté de 1,1% aux Etats-Unis, alors que les analystes interrogés par le cabinet Consensus Metrix attendaient une hausse de 1,5%.

Le bénéfice net a reculé à 3,34 milliards de dollars, soit 1,03 dollar par action, contre 3,59 milliards, ou 1,11 dollar par action, un an plus tôt.

Le chiffre d'affaires global s'est légèrement tassé, passant de 114,96 milliards de dollars à 114,83 milliards.

[« Création de richesse »...](#)

par [lephénix](#) mercredi 20 mai 2015 Agoravox

On commence à le comprendre : l'expression « création de richesse » est allègrement confondue avec une création monétaire débridée. Pour ceux qui veulent « sauver les meubles », Simone Wapler, directrice de la rédaction des publications Agora, lève le voile et engage les « déposants » à anticiper le grand basculement du système en « mode cessation de paiement » - il s'agit bien d'échapper au sacrifice promis à tous lors d'un ultime « défaut de paiement » - mais pas en « mode panique »...

Tout le monde en conviendra : il y a eu un avant et un après 2008, suite à la débâcle du crédit *subprime* – comme il y a un avant et un après Chypre (2013) dont en prendra la mesure « en temps voulu »... « *L'activité économique n'a jamais retrouvé son niveau d'avant la crise de 2008* » constate Simone Wapler.

Et « *la bulle du crédit subprime a été remplacée par une bulle obligataire mondiale encore plus grosse* »...

Ingénieur de formation, Simone Wapler a quitté les laboratoires pour les marchés financiers. Dans son livre paru l'année dernière, *Pouvez-vous faire confiance à votre banque ?*, elle engage ses lecteurs à se préparer au pire afin de pouvoir espérer le meilleur – enfin, ce qui pourrait s'en rapprocher encore, compte tenu d'une (de)réglementation qui « pousse les banques au crime » - et d'une confusion pour le moins fâcheuse entre croissance des activités économiques rentables et « *croissance du crédit adossé à rien* »...

Pour qu'il y ait des gagnants dans un tel système de surproduction de dettes, il doit nécessairement y avoir des perdants : « *Il existe un grand principe de politique économique. Si vous ne voyez pas vraiment qui va payer, ne cherchez plus, c'est vous !* ».

« Qu'est-ce que je vous serre » ?

On croyait « l'affaire » réglée, les excès purgés, les écuries d'Augias nettoyées et les « responsables » enfin « responsabilisés » quant à leur « carrière » si ce n'est sur leur « patrimoine » ?

Que nenni : les banques menacées de faillite en 2008 ont « *en réalité été renflouées ou reprises grâce à l'argent des contribuables, de l'Internationale des contribuables* ». La preuve par Dexia dont la faillite « *se retrouve partiellement dans les dérapages du déficit et de la dette de la France, les 60 Mds€ d'impôts supplémentaires du « choc fiscal » que vous avez subi ces trois dernières années* ».

La preuve aussi par des citations bien choisies, émanant de sources pour le moins autorisées : « *Il a toujours été dangereux d'avoir un système où les déposants dans les banques, qui étaient assurés par une garantie d'Etat (donc par le contribuable) financent les produits les plus risqués et les activités des banques d'investissement. En somme, nous avons privatisé l'actif de leurs bilans et nationalisé le passif.* » (Gene Rotberg, ancien vice-président de la Banque mondiale et de Merrill Lynch).

Simone Wapler révèle le gouffre ouvert sous nos pas qui s'apprête à engloutir l'épargne des ménages dans « *le prochain naufrage de l'économie irréaliste* » - celle qui semble à nouveau saisie par une « exubérance irrationnelle » bien connue des « petits porteurs » depuis deux décennies...

D'abord, il y a le rappel d'une évidence : *« Lorsque vous déposez de l'argent sur votre compte en banque, il ne vous appartient plus vraiment. Par un jeu d'écritures, vous êtes titulaire d'un simple droit de créance à l'égard de votre banque qui vous doit votre argent. »*. A bon entendeur...

« Votre banque mérite-t-elle vraiment votre argent ? »

Mais... la « garantie européenne des dépôts » ? Juste une promesse de ... zombie ? *« Faute de se résoudre à voir l'économie s'assainir par les faillites pour repartir sur des bases saines, les gouvernements préfèrent s'endetter, émettre de la fausse monnaie ou taxer et imposer. Tout ceci pour financer des zombies financiers qui donnent une apparence de vie en payant des intérêts, mais sont en réalité morts car incapables de rembourser le principal. Ces zombies sont des créatures financièrement non viables mais qui donnent les apparences de la vie car elles sont soutenues par l'argent des contribuables. »*.

Si les banques ont collecté beaucoup de dépôts, elles ont également accordé beaucoup de prêts sans avoir assez de fonds propres pour couvrir les risques – *« fin 2013, la dette des ménages est supérieure de 200 Mds€ à leurs dépôts »*...

Le symptôme du zombie n'est-il pas *« une dette qui grossit plus vite que les ressources »* ? A l'échelle des nations, la dette publique *« coûte plus cher que la croissance qu'elle est censée acheter »* et les « tractations européennes » prévoient *« si nécessaire un vol légalisé des déposants pour renflouer une banque »*...

La machine infernale à produire de la dette frappe d'une double peine le déposant – qui est aussi contribuable : *« Les banques ont des bilans d'une taille monstrueuse, elles ont trop prêté. Les Etats se sont employés à les sauver en taxant leurs contribuables au motif qu'un système bancaire sain est indispensable au bon fonctionnement de l'économie, et surtout pour éviter la panique chez les déposants (...). Les banques sont irresponsables dans les faits puisqu'elles bénéficient de la caution des contribuables (...) La véritable garantie d'une banque trop grosse pour faire faillite, ce ne sont pas ses fonds propres, mais les déposants et les contribuables (...) Fortes de ces*

privilèges, nos banques sont devenues irresponsables puisqu'elles savent qu'elles ne paieront pas la casse. ».

Les contribuables et déposants français « bénéficient » même d'une perfide spécificité de leur droit : *« La faute pénale n'existe que lorsqu'il y a détournement de fonds à des fins d'enrichissement personnel. L'imprudence ou l'incompétence ne sont pas sanctionnées. Les banquiers sont donc irresponsables parce que le cadre légal actuel concocté par les politiques le leur permet. ».*

Des solutions « hors zone euro » ?

Les canons actuels de la « cuisine financière » contaminée par les toxines mathématiques et les probabilités permettent aux banques de ne pas conserver le risque chez elles, mais de l'évacuer en le revendant à d'autres – compagnies d'assurances ou fonds de pension...

Le lecteur se familiarisera avec des notions troubles comme le « système à réserves fractionnaires », le *bail-in* ou le *bail-out* – des faucheuses qui « affûtent leurs lames »... Il prendra la mesure du danger qui menace ses économies – que les banques « jouent sur les marchés financiers » - en se rappelant qu'en tant que déposant « avec un solde créditeur moyen positif », il est plus qu'un client de sa banque, il est un « prêteur »... Il prendra bonne note des conseils dispensés comme celui de « refuser tout instrument d'épargne comportant des produits dérivés obscurs » dont le fonctionnement lui échapperait ou de ne pas se fourvoyer dans un « marché immobilier » hexagonal qui a « perdu ses facteurs de soutien »...

La dislocation de l'euro pourrait s'accompagner d'une « dévaluation sauvage d'environ 20% assortie de mesures de contrôles des changes et des capitaux » - d'où l'idée de « mettre des dépôts dans une banque européenne hors zone euro »... Mais quelles banques présentent le « moins de levier possible », le moins de risques et des dépôts supérieurs aux prêts ? Simone Wapler en propose une sélection pour le moins documentée dans son « kit de survie » qui comprend bien d'autres conseils – comme « débancaiser » ses « liquidités » après passage au scanner des « principales classes d'actifs »... Il s'agit moins de se gaver de « tuyaux » phynanciers plus ou moins éventés

ou « performants » que de comprendre ce qui nous arrive...

Il semble bien que la croissance exceptionnelle que le monde a connue ces deux derniers siècles ait été une exception dans notre histoire- et une parenthèse « enchantée » d'ores et déjà refermée : voilà venu le temps de la surproduction de dettes et de « *la croissance de la monnaie sans aucune contrepartie* » sur une planète surexploitée, transformée en casino où une minorité « avisée » s'acharne à « gagner » la perte d'une majorité tétanisée - la « demande humaine d'avenir » pourrait bien ne plus être assurée... Alors, « sauver les meubles » ou en faire du petit bois ?

Un tel « capitalisme sans capital » (« *puisque reposant sur la dette et la création monétaire* ») ne peut que vouer l'espèce à des lendemains de cendres sans avenir... Faut de retrouver la pierre philosophale d'une aventure bientôt révolue, le lecteur tout aussi « avisé » pourra toujours essayer de ne pas être le dindon de moins en moins consentant d'une farce sur le point de changer une belle planète bleue en tombeau des promesses trahies - et les prédateurs bientôt en proies ultimes de leurs propres exactions...

Simone Wapler, Pouvez-vous faire confiance à votre banque ?, Ixelles éditions, 300 p., 17,90€

Lendemain difficiles en vue : l'Arabie saoudite brûle ses réserves de change à vitesse grand V

Thierry Coville Atlantico 18 mai 2015

Pour faire face à la hausse de ses dépenses militaires et à la baisse de ses revenus pétroliers, l'Arabie saoudite doit entamer ses réserves financières. Une politique qui sauve les meubles à court terme mais qui est intenable dans la durée dans un pays où le calme relatif repose sur de conséquents transferts sociaux.

== =

Atlantico : En février et en mars 2015, l'Arabie saoudite a dépensé 36 milliards de dollars, pris sur les réserves de sa banque centrale soit 5% de l'ensemble de ses réserves. En cause, la chute du prix du baril, et les dépenses liées à sa politique de défense. De quoi cette spirale grignotant les réserves est-elle le signe concernant le pays ?

Thierry Coville : L'Arabie saoudite représente la quintessence de ce que l'on

appelle une "économie pétrolière". **Elle est totalement dépendante de sa matière première : les exportations de pétrole brut représente environ 90% des recettes en devises, et 90% des recettes budgétaires.** Le reste des recettes est, de plus, en partie liée au domaine de la pétrochimie...

Cette difficulté à faire rentrer des recettes est également le symptôme d'un système fiscal complètement sous-développé. Cela crée donc une vraie difficulté budgétaire : comment gérer les ressources pétrolières dans une optique de long terme ? A priori, la bonne méthode est d'utiliser les excédents et réserves et de les dépenser quand les choses tournent mal. Assez paradoxalement, on peut donc considérer que, malgré ses défauts, ces dépenses sont un signe, dans un sens, de bonne gestion : si l'Arabie saoudite peut injecter ainsi 36 milliards de dollars pour soutenir son économie, c'est parce qu'ils les avaient mis en réserve ! En Iran, par exemple, le fond créé en 2000 a été dépensé par l'ancien président Ahmadinejad pour des projets sans rapport, et quand la période des sanctions s'est abattue sur le pays, l'Iran n'avait rien pour se prémunir des effets provoqués. Ce n'est pas le cas de l'Arabie saoudite.

Comme le prix du baril n'est pas certain de remonter rapidement, l'Arabie saoudite va-t-elle devoir réduire la voilure côté "défense" ? Est-elle finalement le pivot de stabilité dans la région que l'on présente souvent ?

On peut effectivement, au rythme du grignotage des réserves, calculer assez rapidement le moment où les autorités saoudiennes ne pourront plus compter sur les fonds dont elles disposent, et seront amenées à devoir faire des arbitrages. De mon point de vue, et compte tenu des analyses indiquant que l'Arabie saoudite veut s'affirmer comme une puissance régionale indépendante des Etats-Unis, **on peut imaginer que les coupes toucheront d'abord d'autres domaines, comme les transferts sociaux, avant de concerner la défense.** Ce qui peut être une assez grave erreur : quand le pays avait du fortement augmenter son budget militaire pour financer la première guerre du Golfe, les prix de l'électricité avaient augmentés ce qui avait généré des troubles sociaux importants.

L'Arabie saoudite souffre aussi du coût de son système social très avantageux, et de sa fonction publique pléthorique. Risque-t-elle de devoir y renoncer ? Cela pourrait-il amener des troubles sociaux dans un pays qui a largement échappé à la fièvre des "printemps arabes" ?

Effectivement, dès les débuts des printemps arabes, on a vu les transferts sociaux s'accroître, avec déjà une partie de la réserve budgétaire du pays, pour financer cet effort. Assez typiquement, dans les économies pétrolières, même si le niveau de vie est élevé, lorsque l'on doit diminuer les transferts sociaux, ou augmente la facture de l'énergie pour les ménages, et les choses deviennent très difficiles à gérer sur le plan politique. D'ailleurs l'Arabie saoudite n'a jamais mis en oeuvre de vraie réforme rationnelle des prix de l'énergie : il y a une crainte énorme de tensions sociales dans le pays.

Un changement de la structure économique du pays est-il possible ? Certes, le pays est dépendant au pétrole, mais a-t-il intrinsèquement les moyens de pouvoir être autre chose, si la volonté politique ou l'obligation financière était là ?

Cela sera très compliqué. La dépendance pétrolière est très forte et s'auto-entretient. Le seul exemple qui existe, c'est l'Indonésie qui a réussi à diversifier son économie quand il apparaissait évident que ses réserves pétrolières diminuaient. Ils l'ont donc fait dans une position contrainte. Même un pays comme le Mexique, qui est une économie émergente qui exporte de nombreux biens, garde encore un tiers de ses recettes budgétaires liées aux revenus pétroliers. Et le niveau de formation et d'accoutumance des Saoudiens rend les choses complexes : **le pays est très jeune et sa population a majoritairement toujours connu les avantages créés à la rente pétrolière**, et la moitié des postes de cadres dans les entreprises du pays sont occupés par des étrangers, et l'esprit d'entreprise reste très lié à des logiques de rentes.

[Chute du pétrole: 100 000 emplois menacés au Canada](#)

LesAffaires.com Publié le 20 mai 2015

Les coupes budgétaires dans l'industrie du pétrole et du gaz naturel pourraient mener à la perte directe et indirecte de 185 000 emplois au Canada cette année, indique une étude menée par le groupe industriel

Enform.

Le rapport publié mardi par la division du marché du travail d'Enform précise que ces pertes potentielles représenteraient une baisse de 25% du nombre d'emplois dans les secteurs soutenus par l'industrie.

Selon les prévisions, l'industrie pétrolière devrait dépenser 94 milliards de dollars cette année, comparativement à 125 milliards de dollars l'an dernier.

Alors que l'Alberta serait la province la plus touchée, tout le Canada en souffrira, affirme Carol Howes, directrice de la division du travail d'Enform.

Les coupes prévues ressemblent à celles de la crise économique de 2009, mais l'industrie s'était relevée plutôt rapidement à mesure que l'économie mondiale reprenait pied. Selon Mme Howes, le creux actuel est plus directement lié à la chute des prix du pétrole.

Les sociétés pétrolières et gazières cherchent de plus en plus de moyens créatifs d'éviter de couper dans les emplois, dit-elle, notamment par le partage d'emploi, une semaine de travail plus courte et des salaires réduits.

«Les entreprises essaient vraiment de trouver l'équilibre entre l'objectif à long terme de maintenir le personnel et la réduction à court terme des prix de l'essence», a-t-elle dit.

La semaine dernière, la société de forage **Trican Well Services** a annoncé la suppression de 2000 emplois en Amérique du Nord. Plusieurs autres sociétés importantes du secteur pétrolier ont aussi annoncé des coupes semblables dans les derniers mois.